

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
INTERREGION EST

Intitulé du concours
ou de l'examen :

Attaché territorial

CONCOURS (1) Interne (1)

Externe (1)

EXAMEN (1) Troisième concours (1)

(1) Cocher la case correspondante

ouvert le 17-11-2022

à VESOUL

Epreuve de Composition

Spécialité et/ou option : Administration Générale
(le cas échéant uniquement)

Numéro d'anonymat
Cadré réservé à
l'administration



Humecter, rabattre et coller la partie gommée.
OBLIGATOIRE POUR GARANTIR VOTRE ANONYMAT

PARTIE
A
LAISSER EN BLANC
ET
A
RABATTRE

Sujet : Entre développement local et transition écologique,
les collectivités territoriales doivent-elles choisir ?

« La transition écologique sera locale ou ne sera pas », a déclaré Elisabeth Borne lors de la présentation de sa stratégie de planification écologique "France Nation Verte" il y a quelques jours à Marseille. La première ministre entend tendre la main aux collectivités territoriales pour les inciter à s'emparer des outils offerts pour mettre en œuvre la transition écologique sur leur territoire. Leur rôle sur le sujet est en effet essentiel, du fait de leurs compétences et de la nécessité d'adapter la transition écologique au contexte local.

La transition écologique, ou transition d'un modèle classique de développement basé sur les énergies fossiles vers un modèle durable, respectueux de l'environnement et ne contribuant pas au réchauffement climatique, a longtemps été perçue comme synonyme de contraintes et de frein au développement économique et à la croissance locale des territoires. Toutes les collectivités territoriales ne se sont pas emparées du sujet avec la même vigueur. Or il semble aujourd'hui vain de penser que les collectivités peuvent encore choisir de mettre en œuvre ou non la transition écologique, à la vue des conséquences directes du changement climatique sur leurs territoires : sécheresse, méga-feux, inondations... La situation critique de l'été ainsi que les témoignages liés actuellement lors de la COP 27 à

Charm El Cheik ne cessent de le prouver. Cependant, développement local et transition écologique ne sont pas forcément opposables, au contraire : un modèle de développement local durable et prospère est possible.

Alors la transition écologique peut-elle être une chance pour le développement local des territoires ?

Si la transition écologique remet en question les modèles de développement classiques au niveau local (I), elle constitue une opportunité à saisir par les collectivités territoriales pour l'organisation de nouveaux modèles dynamiques basés sur le développement durable (II).

I) La transition écologique bouleverse les modèles de développement local classiques des collectivités territoriales.

La transition écologique des territoires n'est plus négociable aujourd'hui du fait de l'urgence climatique et des réglementations européennes et nationales (A). Cette transition n'est pas exempte de bouleversements et d'inquiétudes pour les élus locaux en termes de développement local (B).

A) La transition écologique n'est plus un choix, elle est une nécessité et une obligation.

La transition écologique s'avère devenue une nécessité pour les

collectivités territoriales de par l'impact du changement climatique sur les activités économiques locales. Ainsi, le dernier rapport du GIEC fait état d'un réchauffement déjà enregistré de l'ordre de 1,3 °C en moyenne dans le monde. La France, de par sa situation climatique, fait partie des pays plus fortement impactés que les autres avec une moyenne nationale autour des 3 °C. Cette situation a des impacts directs sur le développement local et les activités sur le territoire des collectivités : la Provence produit de moins en moins de lavande car cette dernière ne supporte plus les chaleurs extrêmes ; les vins de Bourgogne ont un degré d'acidité de plus en plus élevés du fait de l'augmentation des températures... C'est tout un patrimoine économique et culturel qui est menacé par le changement climatique, ainsi que ses acteurs locaux.

Parallèlement, la réglementation européenne exerce une forte influence sur les collectivités locales en termes de transition écologique qui ne permet plus le statu quo. Ainsi, la stratégie de "Green Deal" adoptée par l'Union Européenne entend piloter (et financer) cette évolution, par exemple avec l'objectif contraignant de neutralité carbone en 2050 ou encore avec la nouvelle programmation 2023-2027 de la Politique Agricole Commune et sa stratégie "De la ferme à la table" qui renouent les financements vers une agriculture durable.

Des directives européennes découlent les stratégies nationales de la France qui s'appliquent aux collectivités territoriales. La première Ministre Elisabeth Borne a été désignée comme le leader de la planification écologique et a déversé un budget de deux milliards d'euros pour sa mise en œuvre. Récemment, la loi 3 DS - différenciation, déconcentration, décentralisation et simplification - a ainsi confié le rôle de chef de file de la transition écologique aux Régions et leur a transféré la gestion des sites protégés Natura 2000. Les collectivités locales sont donc en première ligne de la réponse au changement climatique, ce qui n'est pas sans déclencher des inquiétudes.

B) Une transition qui bouleverse les habitudes et provoque des inquiétudes

Le changement climatique, la perte de biodiversité et la transition écologique sensée y répondre sont source d'inquiétudes et de questionnements en termes de développement local, tout d'abord concernant les emplois. La première Ministre l'a annoncé, cette transition aura un impact sur l'emploi de certains secteurs d'activités amenés à se transformer : l'industrie

et notamment l'automobile, les activités polluantes, le secteur du plastique, mais aussi l'agro-alimentaire et l'agriculture... Les collectivités territoriales et particulièrement les Régions mais également le bloc communal avec l'intercommunalité qui tend à développer ses compétences en matière économique, auront un rôle essentiel à jouer dans l'accompagnement de ces filières et dans leur restructuration, ce qui s'annonce comme un chantier particulièrement important pour les territoires et le niveau de vie de ses habitants.

La transition écologique est en effet perçue comme apportant son lot de contraintes. Les récents débats à propos de la loi sur les énergies renouvelables et le potentiel direct de veto des maires sur les sites de leur implantation, craignant une atteinte aux paysages et à l'attractivité touristique, reflète bien les inquiétudes des élus locaux pour le développement local de leurs territoires. La règle de zéro certification nette des sols ou encore l'interdiction des pesticides en zone Natura 2000 sont également devant, les contraintes à court terme laissant peu entrevoir les bénéfices de long terme.

Enfin, la question du financement de la transition écologique et de ses succès et manques à gagner pour le développement local intéresse les collectivités locales. Dans un contexte de baisse de la dotation globale de financement, de participation des collectivités à la maîtrise budgétaire et d'explosion des coûts de fonctionnement des collectivités causés par l'inflation et la crise de l'énergie, ce sujet est plus que jamais d'actualité.

Mais cette flambée de l'énergie pourrait également être une aubaine, en révélant les bénéfices en termes de développement économique local de l'investissement dans la transition écologique. Car un modèle de développement local durable est possible et souhaitable.

II | La transition écologique, une opportunité majeure pour les collectivités territoriales : vers le développement local durable

Le mariage de la transition écologique et d'un développement local dynamique est possible et en route (A). Pour sa réussite, une vision stratégique et une collaboration entre collectivités locales est essentielle (B).

A) L'ouverture des champs des possibles en termes de développement durable

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
INTERREGION EST

Intitulé du concours
ou de l'examen :

Attaché territorial

CONCOURS (1) Interne (1)

Externe (1)

EXAMEN (1) Troisième concours (1)

(1) Cocher la case correspondante

ouvert le 14-11-2022

à VESOUL

Epreuve de composition

Spécialité et/ou option : Administration générale
(le cas échéant uniquement)

Numéro d'anonymat
Cadre réservé à
l'administration



Humecter, rabattre et coller la partie gommée.
OBLIGATOIRE POUR GARANTIR VOTRE ANONYMAT

PARTIE

A

LAISSER EN BLANC

ET

A

RABATTRE

La transition écologique est déjà en route dans un certain nombre de territoires qui prouvent sa compatibilité avec le développement local grâce à l'innovation. Dans le domaine de l'énergie, le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables est source de revenus et de développement de nouvelles filières, et d'emplois : dans le domaine des écoles, des panneaux solaires, de la bio-énergie... La flambée des prix a conforté les collectivités qui ont déjà investi dans ces domaines. D'autant que les collectivités ont un rôle majeur à jouer dans ce domaine du fait de leurs compétences de gestion des écoles, collèges, lycées, équipements sportifs... Par la rénovation thermique et énergétique de ces bâtiments, les collectivités sont un investisseur majeur pour encourager et soutenir la transition des acteurs économiques locaux. Elles peuvent également s'appuyer sur les fonds européens : le fonds européen pour l'agriculture et le développement rural (FEADER) finance ainsi les projets de méthanisation des agriculteurs, filière qui se révèle particulièrement rentable. Enfin, la réduction d'énergie est également rentable pour les collectivités. Une récente étude a prouvé que l'éclairage public est la dernière poste de dépense des petits communes du fait d'un équipement vétuste. Remplacer par des ampoules LED ou réduire le temps d'éclairage permet de réinvestir les économies réalisées vers le développement local.

Dans le domaine des transports, l'instauration de zones de faibles émissions dans les métropoles ont eu comme effet d'encourager la reorientation des constructeurs automobiles vers les voitures électriques, et de développer l'économie des mobilités douces. Certains collectivités, comme la région

Bourgogne Franche-Comté, ont fait le choix d'investir dans l'hydrogène, félicité en pleine expansion en termes d'emplois.

Enfin, les actions en faveur de la biodiversité se montrent de même porteurs de développement local et d'attractivité des territoires, que ce soit en termes de tourisme ou de nouveaux habitants à la recherche d'un cadre de vie préservé. Parallèlement, il a été prouvé qu'investir dans les "relations basées sur la nature" - par exemple protéger les pollinisateurs sauvages - permettait un retour sur investissement de l'ordre de 8 à 35€ pour 1€ investi. Le champ des possibles en matière de développement durable local est donc vaste; il revient aux collectivités de savoir être stratégique et coordonnées pour en tirer profit.

B/ Le nécessaire développement de stratégies et de la coopération locales pour le développement durable des territoires

La transition écologique est un domaine transversal et multi-dimensionnel qui requiert un ensemble de compétences variées à tous les niveaux décentralisés. Elle demande donc une vision claire et une forte coordination entre tous les échelons territoriaux.

La région est un acteur essentiel sur le volet de la stratégie de transition écologique et de développement local qui l'accompagne. Elle est responsable du développement du SRADDET, schéma régional d'aménagement du développement durable, et du SRDEII pour le développement économique. Elle est également la cheffe de file sur la compétence de transition écologique.

et de biodiversité. Les communes et intercommunalités sont pour leur part chargées de mettre en œuvre les plans climat air énergie territoriaux (PCAET).

La transition écologique est également un formidable laboratoire pour la différenciation et l'expérimentation des collectivités territoriales. Ainsi la région PACA a récemment fait connaître sa volonté de mettre en œuvre une expérimentation sur son territoire dans le cadre de France Nation Verte.

Enfin, il ne faut pas oublier que la transition écologique sera un risque d'inégalité entre les territoires : certains territoires seront plus touchés par le réchauffement climatique, d'autres auront moins d'atouts environnementaux à jouer. Il revient donc à l'état de s'assurer que sur cette thématique, l'égalité entre les territoires s'applique aussi.

Ainsi, la transition écologique représente une chance pour les collectivités territoriales et leur développement local si elle savent en saisir. La différenciation soutenue dans la loi 3DS devra pouvoir s'exprimer pleinement pour garantir une transition adaptée et réussie pour les territoires.

A large rectangular area with a solid black border and horizontal dotted lines, resembling a writing template or a form for text entry.